

<http://divergences.be/spip.php?article4451>



# Le nouveau consensus national israélien : retour au 6 octobre

- Aujourd'hui - 2026 - Février 2026 -

Date de mise en ligne : mercredi 28 janvier 2026

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Origine + [972mag](#)

23 janvier 2026

Malgré l'effondrement spectaculaire de la doctrine de « gestion des conflits » de Netanyahu, celui-ci et ses détracteurs les plus virulents font campagne pour sa renaissance.

Avec l'approche des élections générales israéliennes et des élections de mi-mandat américaines, 2026 s'annonce comme une année difficile pour les prévisions politiques. Le scrutin israélien pourrait redessiner la carte politique nationale, avec la destitution potentielle du Premier ministre Benjamin Netanyahu, tandis que les élections américaines pourraient affaiblir considérablement la position du président Donald Trump et limiter sa liberté d'action.

Il y a toutefois une prédiction qui peut être faite avec certitude : quels que soient les résultats des élections, l'ensemble de l'establishment politique et militaire israélien restera uni autour de la volonté de revenir au 6 octobre 2023.

Cette aspiration ne signifie pas un retour à la normale ou au calme ; au contraire, les tensions internes en Israël risquent de s'intensifier au cours de l'année à venir. Ce n'est pas seulement parce que la période qui a précédé la guerre était déjà l'une des plus turbulentes de l'histoire du pays, ni parce que les années électorales ont tendance à exacerber les tensions politiques. Cette fois-ci, la polarisation est beaucoup plus profonde.

D'un côté, nous avons un gouvernement qui se consacre quotidiennement à délégitimer le pouvoir judiciaire, les médias et toute voix dissidente. De l'autre, nous avons une opposition qui considère Netanyahu et ses partenaires comme l'incarnation du mal absolu, et leur maintien au pouvoir comme une menace pour la survie de l'État et leur propre avenir. Que signifie donc réellement l'aspiration à ramener le pays au 6 octobre ?

Avant la guerre, les politiciens de tous bords avaient vendu au public israélien une thèse commune : Israël ne pouvait pas ou n'avait pas besoin de résoudre ses relations avec les Palestiniens vivant sous son autorité, et la puissance économique, sociale et diplomatique d'Israël pouvait se développer indépendamment de cela. Sur cette base, l'armée a adopté une doctrine qui abandonnait toute prétention de rechercher une solution politique, se concentrant plutôt sur la « gestion » du conflit par la dissuasion et ce qu'elle appelle la « campagne entre les guerres ».

Le 7 octobre a brisé ces hypothèses. L'armée s'est effondrée face à une attaque menée par des Palestiniens « avec des tongs, des kalachnikovs et des camionnettes », comme l'a déclaré plus tard Netanyahu pour défendre sa politique visant à faciliter les transferts d'argent du Qatar vers le Hamas. Pour la première fois depuis 1948, Israël a perdu le contrôle d'une partie de son territoire souverain. Plus de 1 100 civils et soldats ont été tués lors de ce qui est devenu le jour le plus sombre de l'histoire du pays.

Des centaines de milliers d'Israéliens ont été mobilisés pour combattre à Gaza et au Liban. Des centaines ont été tués et plusieurs milliers blessés. Les ressources économiques du pays ont été consacrées à l'effort de guerre, et les crimes de guerre commis par Israël à Gaza l'ont transformé en paria international aux yeux du monde entier.

Parmi les réalisations revendiquées par le Hamas dans son récent document résumant la guerre de Gaza figure le retour de la question palestinienne au centre du discours mondial, régional et israélien. Si le Hamas ignore commodément ses propres échecs – notamment les ravages causés par ses actions aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie –, il est difficile de nier ce succès particulier. Au fond, le retour au 6 octobre reflète donc le désir collectif des Israéliens de retirer une fois de plus « la question palestinienne » de l'agenda politique.

### Remettre le génie dans la bouteille

Au cours des deux dernières années, la question des relations entre Israël et les Palestiniens a imprégné presque tous les aspects de la vie israélienne : des manifestations de masse exigeant la libération des otages à la lutte politique autour de la conscription des ultra-orthodoxes, en passant par le déficit budgétaire galopant et la transformation des relations étrangères d'Israël. Le cessez-le-feu a permis à divers acteurs du système israélien d'imaginer que ce génie pourrait encore être renvoyé dans sa bouteille.

Le premier d'entre eux est Netanyahu lui-même. L'idée que les Palestiniens peuvent simplement être contournés est en grande partie sa création, et dans les années qui ont précédé octobre 2023, elle semblait même fonctionner. La position diplomatique et économique d'Israël s'est améliorée malgré ce que Netanyahu dirait probablement grâce à son occupation continue, l'expansion des colonies et le refus de l'autodétermination palestinienne. Pendant ce temps, le soi-disant « camp de la paix » israélien s'est éteint jusqu'à devenir insignifiant.

Comme Netanyahu l'a fait valoir dans un éditorial publié en 2022 dans *Haaretz*, les *Accords d'Abraham* étaient, selon lui, la preuve définitive que « la voie vers la paix ne passe pas par Ramallah, mais la contourne ». De cette même logique découle l'idée que le Hamas est un « atout » et la politique de longue date consistant à faciliter le financement du groupe. Même sceptique quant à la thèse générale de Netanyahu, les responsables de la sécurité l'ont mise en pratique : maintenir l'occupation et le siège de Gaza, tout en s'appuyant sur la dissuasion et des « cycles » périodiques de combats contre le Hamas.

Dans un éditorial publié la même année dans le *Wall Street Journal*, Netanyahu se vantait d'avoir créé un « triangle de fer de la paix », reposant sur la puissance économique, diplomatique et militaire. Le 7 octobre et au cours des deux années qui ont suivi, les trois côtés de ce triangle se sont effondrés.

Même si l'on n'accepte pas entièrement l'argument selon lequel Israël est devenu une « économie zombie » en voie d'effondrement, Netanyahu lui-même a admis que l'économie israélienne était soumise à de fortes tensions. L'isolement diplomatique d'Israël est encore plus difficile à contester, le pays semblant désormais presque entièrement dépendant des caprices de Donald Trump qui, un jour, exhorte publiquement le président israélien à gracier Netanyahu dans son procès pour corruption, et le lendemain, l'humilie en expliquant comment il a forcé Netanyahu à accepter le cessez-le-feu avec le Hamas.

Le Premier ministre peut affirmer que le volet militaire du triangle reste intact, et est peut-être même plus fort qu'il ne l'était le 6 octobre. Israël contrôle désormais plus de la moitié de la bande de Gaza ; le Hamas a été considérablement affaibli ; le Hezbollah a été malmené par les bombardements israéliens au Liban ; les forces israéliennes ont pris le contrôle de territoires en Syrie sans rencontrer de résistance notable ; et l'Iran a subi des coups durs.

Pourtant, comme le soulignent à juste titre les détracteurs de Netanyahu, tous ces fronts « restent ouverts ». Le Hamas, bien qu'affaibli, continue de gouverner près de la moitié de Gaza. La « victoire totale » promise au public israélien ne s'est jamais concrétisée. Les sondages montrent que les Israéliens sont plus nombreux à penser que la guerre à Gaza s'est soldée par un match nul qu'à croire qu'Israël ou le Hamas ont remporté une victoire décisive.

Pour Netanyahu, cependant, cette impasse semble être le résultat souhaité, car elle correspond en fait à un retour au paradigme d'avant le 7 octobre, qui consistait à « gérer le conflit ». La longue histoire du Premier ministre en matière de soutien au Hamas à Gaza illustre bien cette logique politique : fragmenter le mouvement national palestinien sur le plan géographique et institutionnel, et empêcher ainsi l'émergence d'un État palestinien.

### Masquer l'échec d'une doctrine

Au moins en théorie, le plan en 20 points de Trump pour Gaza comprend le retour de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza, la levée du siège et des références à « l'autodétermination et à l'État palestinien », autant d'évolutions que Netanyahu considère comme des menaces existentielles. Pourtant, au-delà de ces éléments, Netanyahu fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher l'accord d'entrer dans sa deuxième phase, non pas malgré le fait qu'il prévoit le désarmement du Hamas, mais précisément parce qu'il le prévoit. Tant que le Hamas restera aux commandes de Gaza, aucun processus politique significatif ne pourra voir le jour.

Avant le 7 octobre, Netanyahu et les responsables de la sécurité ne considéraient pas le Hamas comme une menace militaire sérieuse. Aujourd'hui, après la dévastation de Gaza et l'élimination d'une grande partie des dirigeants du Hamas, Netanyahu estime probablement que l'organisation représente un danger encore moindre qu'auparavant.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu rencontre le président américain Donald Trump à la Maison Blanche pour annoncer le plan en 20 points des États-Unis visant à mettre fin à la guerre à Gaza, Washington, DC, 29 septembre 2025.

En ce sens, les intérêts de Netanyahu et ceux de l'armée sont étroitement liés. Tous deux cherchent à occulter l'ampleur de l'échec du 7 octobre et l'effondrement de toute la doctrine de « dissuasion » qui l'avait précédé. Et à travers les frappes continues au Liban et à Gaza, ainsi que la menace imminente d'une nouvelle guerre avec l'Iran, tous deux veulent détourner l'attention du public du fait qu'Israël est, dans la pratique, revenu au 6 octobre.

Netanyahu et l'armée – qui, à la suite des récents changements de direction, sont également devenus des alliés idéologiques plus proches – ne font même plus semblant d'offrir au public israélien la perspective d'une paix. Ce qu'ils promettent à la place, c'est une renaissance de la doctrine de dissuasion, ce qui signifie un conflit permanent et une « campagne entre les guerres » toujours plus violente.

Les partenaires de la coalition de Netanyahu, issus de la droite nationaliste-religieuse-fasciste, sont également favorables à un retour au 6 octobre. Le ministre des Finances Bezalel Smotrich et le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir auraient préféré qu'Israël poursuive une « solution finale » à Gaza, en expulsant d'une manière ou d'une autre les Palestiniens du territoire et en reconstruisant des colonies juives. Mais lorsqu'il est devenu évident qu'une telle voie était intenable, ils se sont montrés prêts à accepter le discours de Netanyahu et à soutenir le gel de la situation à Gaza telle qu'elle est actuellement afin d'empêcher toute négociation politique – un écho de la stratégie israélienne de « désengagement » de la bande de Gaza en 2005.

Tant qu'Israël ne passe pas à la deuxième phase du cessez-le-feu, à savoir le retrait des troupes et l'entrée des forces internationales, avec les « dangers » politiques que cela comporte, à savoir offrir aux Palestiniens ne serait-ce qu'une lueur d'espoir pour l'avenir – Smotrich peut exploiter son contrôle sur l'administration civile pour accélérer l'annexion de facto de la Cisjordanie, tandis que Ben Gvir peut tirer parti de son autorité sur la police pour intensifier la répression des citoyens palestiniens d'Israël et écraser toute opposition politique au gouvernement.

### Une opposition qui n'existe que de nom

Même s'il n'invoque jamais explicitement l'expression « 6 octobre », la stratégie électorale de Netanyahu reposera probablement sur un retour au paradigme familier de la « gestion du conflit ».

Il affirmera avoir amélioré « l'équilibre de la dissuasion » vis-à-vis de l'ensemble du Moyen-Orient tout en bloquant simultanément tout progrès vers un État palestinien. Il soulignera que malgré l'érosion de l'image de l'Israël dans l'opinion publique mondiale, Donald Trump reste fermement à ses côtés et que c'est finalement ce qui compte (la décision d'attribuer à Trump un « prix de la paix israélien » lors du prochain jour de l'indépendance s'inscrit parfaitement dans ce discours). Et à moins d'une crise économique majeure avant les élections, Netanyahu est également susceptible de parler une fois de plus du « triangle de fer » que constituent les pouvoirs militaire, diplomatique et économique.

Mais ce qui est frappant, c'est que l'opposition au Premier ministre, tant politique que journalistique, accepte largement la même prémisse : que le seul langage qu'Israël puisse parler avec les Palestiniens – et avec la région plus largement – est celui de la force.

Et ce, malgré le fait que cette politique ait échoué le 7 octobre, que le soutien de Netanyahu au Hamas représente l'une de ses plus grandes vulnérabilités dans l'opinion publique israélienne, et que la pression s'intensifie pour la création d'une commission d'enquête indépendante sur les échecs politiques et sécuritaires qui ont permis aux attaques du Hamas d'être aussi meurtrières.

Au lieu de défier Netanyahu sur le terrain de la « gestion du conflit », l'opposition abandonne largement ce domaine et se concentre sur des questions telles que la réforme judiciaire, le « Qatargate » et la corruption.

Cet échec est évident dans la gestion de l'affaire Qatargate. Le fait que des personnes proches de Netanyahu, opérant depuis son propre bureau, aient été payées par le Qatar et aient promu ses intérêts en temps de guerre est un scandale politique de premier ordre, qui a créé des fissures même parmi ses partisans. L'étiquette de « bailleur de fonds du Hamas » a commencé à coller à Netanyahu.

Pourtant, l'opposition et une grande partie des médias libéraux s'abstiennent de tirer la conclusion centrale. L'histoire n'est pas que le Qatar a soudoyé le bureau de Netanyahu pour aider le Hamas, mais plutôt le contraire : que Netanyahu a courtisé le Qatar pour financer le Hamas, avant tout pour empêcher l'émergence d'un État palestinien. S'ils étaient prêts à avancer cet argument de manière explicite, ils pourraient affirmer que pour éviter un nouveau 7 octobre, il faut faire exactement le contraire de ce qu'a fait Netanyahu : mettre fin à l'occupation et permettre la création d'un État palestinien.

Naftali Bennett, qui, selon les sondages, est le plus susceptible de diriger un gouvernement d'opposition, ne devrait pas proposer d'alternative significative à Netanyahu. Il en va de même pour les autres législateurs qui composaient le soi-disant « gouvernement du changement » que Bennett a brièvement dirigé en 2021-2022. Au contraire, le succès de Bennett repose précisément sur la promesse de revenir au 6 octobre et à la logique de « gestion du conflit ».

Bennett propose à la société israélienne un retour à la « normalité » et au respect des institutions de l'État, ainsi qu'une « correction » des relations entre les différents segments de la société israélienne et cela, comme le suggère son message peu subtil, ne peut être réalisé qu'en écartant les Palestiniens. Il convient de noter que Bennett lui-même a poursuivi la politique consistant à autoriser le transfert d'argent qatari au Hamas pendant son mandat de Premier ministre, bien que par un mécanisme plus détourné.

Presque tous les dirigeants des partis sionistes du bloc d'opposition sont également désireux de revenir à la « gestion du conflit ». Cela se reflète très clairement dans leur refus déclaré de former un gouvernement dépendant des partis arabes – qu'il s'agisse du Hadash, du Balad, du Ta'al ou même du Ra'am de Mansour Abbas – en partie parce qu'ils exigeraient des avancées vers un règlement politique et un État palestinien.

En d'autres termes, les partis d'opposition qui présentent les prochaines élections comme un combat à mort contre le « régime maléfique » de Netanyahu sont néanmoins prêts à le voir rester au pouvoir, tant que cela signifie qu'il n'y aura pas de processus de paix avec les Palestiniens.

Selon un sondage réalisé en septembre 2025 par l'Institut israélien pour la démocratie, environ trois quarts des Israéliens juifs nient le droit des Palestiniens à un État, soit une augmentation de 11 % par rapport à avant la guerre. Mais ce résultat peut être mis en parallèle avec une autre conclusion : une faible majorité des électeurs de l'opposition soutient le recours aux partis arabes pour former un gouvernement, même si les dirigeants de l'opposition rejettent catégoriquement cette option. En d'autres termes, l'opinion publique est plus malléable qu'il n'y paraît à première vue.

Pourtant, même si l'ensemble du système politique israélien – coalition et opposition confondues – souhaite revenir à la situation du 6 octobre, il est loin d'être certain qu'un tel retour soit possible. Il sera extrêmement difficile de geler la situation à Gaza : il est impossible de maintenir indéfiniment 2 millions de personnes dans les conditions actuelles ; le Hamas reste en place ; et le prestige de Trump lui-même – ainsi que celui des États qui ont négocié l'accord et exercent une influence à Washington, comme la Turquie et le Qatar – dépend de progrès tangibles à Gaza.

L'opinion publique mondiale a radicalement basculé en faveur des Palestiniens, et même si le sentiment d'urgence s'est atténué avec le ralentissement du rythme des destructions à Gaza, il est peu probable qu'il s'inverse. La voie vers une plus grande normalisation avec le monde arabe semble bloquée, et au sein même d'Israël, même en l'absence de combats actifs à Gaza, l'ombre de la guerre continue de planer.

Les manifestations réclamant une commission d'enquête non politisée et la résistance à la conscription des ultra-orthodoxes sont indissociables de la guerre, tout comme le rejet généralisé du gouvernement de droite actuel, qui se reflète dans presque tous les sondages. Le sentiment omniprésent d'impasse politique contribue sans aucun doute au fait que plus de 200 000 Israéliens ont quitté le pays depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Netanyahu.

Le fait qu'il n'y aura pas de retour au 6 octobre ne signifie pas nécessairement qu'Israël se dirige vers un avenir meilleur. La tentative de renfermer dans sa bouteille le génie libéré le 7 octobre pourrait s'avérer extrêmement violente, comme le laissent présager l'escalade des opérations militaires en Cisjordanie, la répression policière contre les citoyens palestiniens d'Israël et même l'intensification de la répression contre les militants juifs antigouvernementaux.

Mais un autre dénouement reste également possible. Beaucoup dépendra de la capacité de l'opposition israélienne à reconnaître que la « gestion du conflit » est le domaine de prédilection de Netanyahu et que pour le destituer, il faudra refuser de jouer sur ce terrain.

Meron Rapoport

*Post-scriptum :*

*Meron Rapoport est rédacteur en chef chez Local Call.*